CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRET

n° 24545 du 13 mars 2009
dans l'affaire x / III

En cause : x

Domicile élu : x

contre :

l'Etat belge, représenté par la Ministre de la Politique de migration et d'asile.

LE PRESIDENT F.F. DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 12 décembre 2008 par x, qui déclare être de nationalité monténégrine et demande la suspension et l'annulation de l'ordre de quitter le territoire pris à son égard le 26 novembre 2008 et lui notifié le 2 décembre 2008.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 22 janvier 2009 convoquant les parties à comparaître le 12 février 2009.

Entendu, en son rapport, Mme N. RENIERS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me R. BOHI, avocat, comparaisant pour la partie requérante et M. C. ORBAN, attaché, qui comparait pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Les faits utiles à l'appréciation de la cause.

1.1. Le requérant a demandé l'asile aux autorités belges, le 18 janvier 2007.

Cette procédure s'est clôturée par un arrêt n° 18.445 du 6 novembre 2008, par lequel le Conseil de céans a refusé de lui reconnaître la qualité de réfugié et de lui octroyer le statut de protection subsidiaire.

1.2. Le 26 novembre 2008, le délégué de la Ministre de la Politique de migration et d'asile a pris à l'égard du requérant un ordre de quitter le territoire (annexe 13quinquies), qui lui a été notifié le 2 décembre 2008.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« Une décision de refus du statut de réfugié et de refus de la protection subsidiaire a été rendue par le Conseil du Contentieux des Etrangers en date du 06/11/2007.

(1) L'intéressé(e) se trouve dans le cas prévu à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers : l'intéressé demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis à

l'article 2, en effet, l'intéressé(e) n'est pas en possession d'un passeport valable avec visa valable. »

2. L'examen du moyen d'annulation.

2.1. La partie requérante prend un moyen unique de la violation des articles 3 et 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Dans ce qui peut être considéré comme une première branche, elle soutient, se prévalant de l'article 3 de la Convention précitée, d'une part, qu'« exécuter la mesure d'éloignement prise (...) à l'encontre de l'intéressé (...) conduirait celui-ci à être privé de ses amis et connaissances, de ses attaches sociales et professionnelles qui l'ont conduit à un épanouissement social, fut-il, pour un certain temps, mais sans espoir de pouvoir regagner la Belgique au regard de la politique belge en matière de délivrance des visas à l'Ambassade de Sarajevo (...) » et, d'autre part, « Que l'exécution de l'ordre de quitter le territoire du Royaume (sic) reviendrait à l'envoyer subir un traitement inhumain et dégradant dans son pays d'accueil où les droits de l'homme ne sont pas du tout respectés ; Qu'il a été l'objet de menaces de diverses natures et a même porté plainte auprès de la police de canton du quartier d'(...) malgré deux ans passés dans le Royaume ; (...) ».

Dans ce qui peut être considéré comme une seconde branche, elle soutient que le « requérant trouve (sic) qu'il a une vie privée en Belgique et qu'il a pu tisser durant ses deux ans de séjour sur son lieu de travail, dans son quartier et il désire qu'elle soit protégée au sens de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme ».

2.2. En l'espèce, sur la première branche du moyen, le Conseil constate que la partie requérante n'indique pas avoir introduit un recours auprès du Conseil d'Etat à l'encontre de l'arrêt du Conseil de céans prononcé dans le cadre de la procédure d'asile, cité au point 1.1.

Il rappelle que le Conseil d'Etat a déjà jugé « qu'à partir du moment où les autorités ont pu déclarer la demande d'asile du requérant irrecevable, le simple fait de lui ordonner de quitter le territoire n'est pas constitutif d'un traitement inhumain et dégradant au sens de l'article 3 de la Convention précitée » (C.E., arrêt n°69.898 du 1^{er} décembre 1997), ce qui est a fortiori le cas lorsque le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides et le Conseil de céans ont examiné au fond – et refusé – la demande de reconnaissance de la qualité de réfugié ou d'octroi du statut de protection subsidiaire du demandeur d'asile.

Le Conseil observe également que la partie requérante n'a introduit aucune demande d'autorisation de séjour ni aucune nouvelle demande d'asile qui aurait mis la partie défenderesse ou une instance d'asile à même d'apprécier la réalité d'un risque de traitement inhumain et dégradant dans son chef et l'aurait éventuellement mis en mesure de bénéficier d'un titre de séjour.

Le Conseil observe enfin que la partie requérante reste en défaut d'établir *in concreto* le risque de traitement inhumain et dégradant qu'il encourrait en cas de retour dans son pays.

S'agissant de l'argument de la partie requérante selon lequel le requérant serait « sans espoir de pouvoir regagner la Belgique au regard de la politique belge en matière de délivrance des visas à l'Ambassade de Sarajevo (...) », le Conseil constate qu'à défaut de toute preuve par la partie requérante, il relève de l'hypothèse et ne peut donc être retenu dans le cadre du présent contrôle de légalité.

Dans les circonstances de la cause, le Conseil estime par conséquent que la décision attaquée n'entraîne pas en tant que telle une violation de l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

2.3. Sur la seconde branche du moyen, le Conseil ne peut également que constater que la partie requérante n'a introduit aucune demande d'autorisation de séjour qui aurait mis la partie défenderesse à même d'apprécier la réalité de la vie privée du requérant en Belgique et l'aurait éventuellement mis en mesure de bénéficier d'un titre de séjour.

Or, il rappelle que, lorsque, comme en l'espèce, l'ordre de quitter le territoire repose sur la constatation de la situation irrégulière dans laquelle se trouve l'étranger, il constitue

un acte purement déclaratif d'une situation illégale antérieure, laquelle, une fois établie, ne laisse place à aucun pouvoir d'appréciation dans le chef de l'administration quant au principe même de sa délivrance. Dès lors, les circonstances que l'étranger pourrait faire valoir pour obtenir une autorisation de séjour en Belgique ne doivent pas être prises en considération par l'ordre de quitter le territoire car il appartient à l'étranger de les faire valoir au travers d'une demande *ad hoc*, ce même s'il s'agit de circonstances protégées par la Convention européenne précitée.

2.4. Il résulte de ce qui précède que le moyen n'est pas fondé.

3. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4. La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique.

La requête en suspension et en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la IIIe chambre, le treize mars deux mille neuf, par :

Mme N. RENIERS, juge au contentieux des étrangers,

Mme V. LECLERCQ, greffier assumé.

Le Greffier,

Le Président,

V. LECLERCQ.

N. RENIERS.